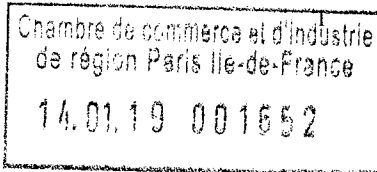




ACTED



STATUTS DE L'ASSOCIATION

Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2014

Article 1 : Constitution et dénomination

Il a été fondé, le 13 octobre 1993 et paru au Journal officiel du 16 mars 1994 sous la référence 1736, une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ses décrets d'application ayant pour dénomination initiale « **Agence d'Aide à la Coopération Technique Et au Développement** » et aujourd'hui « **ACTED** » (ci-après l'« **Association** »).

Par décision préfectorale du 23 août 2012, ACTED a été reconnue comme organisme à but exclusif d'assistance et de bienfaisance conformément à l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Article 2 : Objet

L'Association a pour objet, en France et à l'étranger, de mener toute action concourant à l'aide humanitaire et au développement des pays concernés directement ou indirectement par l'intermédiaire de structures affiliées créées à cet effet ou partenaires de l'Association.

Plus généralement, l'Association a vocation à soutenir ou réaliser toutes actions de solidarité, tant en France qu'à l'international, dans le domaine humanitaire, social, culturel, économique et environnemental.

Article 3 : Moyens d'action

Afin de favoriser la réalisation de son objet, en France et à l'étranger, l'Association se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- mettre en œuvre ou soutenir toute action de solidarité ;
- organiser toutes manifestations publiques, opérations de promotion, conférences, colloques ou publications en lien avec son objet ;
- organiser des campagnes de plaidoyer et de collecte de dons et, à cet effet, s'assurer le concours de tout partenaire concerné par la mission, l'objet ou les activités de l'Association ou susceptible de l'être ;



ACTED

2

- réaliser, pour ses membres ou pour le compte de tiers, toutes études, recherches ou enquêtes, en rapport avec son objet ;
- concevoir et développer des outils financiers solidaires ou innovants pour soutenir la cause défendue par l'Association ;
- exercer toutes activités, fournir toutes prestations de services ou tous produits, susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement à son objet.

Article 4 : Siège Social

Le siège social est fixé au 33, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris.

Il pourra être transféré en tous lieux du même département par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 5 : Durée

La durée de l'Association est illimitée.

Article 6 : Membres - Catégories et définitions

L'Association se compose de membres fondateurs, de membres actifs et éventuellement de membres sympathisants.

- Sont membres fondateurs : Marie-Pierre Caley, Philippe Chu, Sonia Jedidi, Frédéric Roussel. Les membres fondateurs sont dispensés du paiement de la cotisation annuelle.
- Sont membres actifs : toute personne physique ou morale qui s'intéresse aux problématiques des pays en crises et des pays émergents, admise selon les modalités de l'article 7, qui adhère aux présents statuts et qui prend l'engagement de verser annuellement la cotisation fixée par le Conseil d'Administration.
- Sont membres sympathisants : toute personne physique ou morale déclarée comme telle par le Bureau. Ils sont dispensés du paiement de cotisation et peuvent assister aux Assemblées Générales sans droit de vote. Ils ne peuvent être élus au Conseil d'Administration.

Lorsqu'elle sera adoptée, tout membre devra, au moment de son adhésion, déclarer sur l'honneur qu'il a pleine connaissance de la Charte Ethique de l'Association adoptée par l'Assemblée Générale et prendre l'engagement de la respecter pendant toute la durée de son adhésion.



Article 7 : Acquisition de la qualité de membre actif

Ne peuvent être admises au sein de l'Association en qualité de membres actifs que les personnes préalablement parrainées par un membre du Conseil d'Administration et ayant reçu l'agrément du Bureau.

Ce dernier statue sans possibilité d'appel et ses décisions ne sont pas motivées.

L'agrément d'une personne morale est toujours lié à la qualité de son représentant, de telle sorte que chaque changement de représentant nécessitera une nouvelle procédure d'agrément.

Article 8 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre fondateur se perd par :

- la demande adressée par écrit au Président de ne plus figurer dans les statuts en qualité de membre fondateur. Dans ce cas, la modification subséquente des statuts sera entérinée par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- le décès.

La qualité de membre actif ou sympathisant se perd par :

- la démission adressée par écrit au Président ;
- le décès ;
- la dissolution, pour quelque cause que ce soit, des personnes morales, ou leur déclaration en état de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non paiement de la cotisation pour un membre actif ; l'exclusion prononcée par le Bureau pour inactivité ou pour motif grave. Dans ce cas, l'intéressé est préalablement invité à fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et, plus généralement à faire valoir ses moyens de défense. Est considéré comme inactif un membre s'étant abstenu de participer aux activités de l'Association pendant une période continue supérieure à un (1) an, sauf cas de force majeure.

Sont notamment considérés comme motifs graves toute action visant à diffamer l'Association ou ses représentants ou porter atteinte, directement ou indirectement, au but qu'elle poursuit.



Article 9 : Ressources

Les ressources de l'Association comprennent :

- les cotisations des membres actifs ;
- les éventuels apports ;
- les dons manuels ;
- les donations et legs conformément à la reconnaissance d'organisme à but exclusif d'assistance et de bienfaisance dont l'Association bénéficie en application de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités et établissements publics et de l'Union Européenne ainsi que de tout organisme en charge de l'aide humanitaire et du développement ;
- les soutiens d'organismes privés et notamment des fondations ;
- les intérêts et revenus des biens, valeurs et participations appartenant à l'Association ;
- les recettes accessoires provenant des biens, produits et services vendus par l'Association ;
- et d'une façon générale, de toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Assemblées Générales– Dispositions communes

Les Assemblées Générales se composent :

- des membres fondateurs ;
- des membres actifs à jour de leur cotisation à la date de l'envoi de la convocation aux dites Assemblées, et
- des membres sympathisants qui n'ont pas de droit de vote.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation aura été notifiée au Bureau.



Les Assemblées Générales sont convoquées au moins sept (7) jours à l'avance par le Président, par tous moyens (lettre ordinaire ou recommandée, télécopie, courriel, moyen électronique de télécommunication,...).

La convocation contient l'ordre du jour arrêté par le Bureau.

Elle est présidée par le Président, ou en cas de vacance, par le Vice-Président ou tout autre membre du Conseil d'Administration.

Tout membre de l'Association pourra également participer et voter aux Assemblées par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication y compris Internet permettant son identification et une transmission fluide de l'information. Les membres disposant du droit de vote pourront donc prendre part aux délibérations par tout moyen électronique mis en place. Dans ce cas, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres qui participent aux Assemblée en utilisant ces moyens.

Chaque membre actif peut se faire représenter par un autre membre actif, dans la mesure où il lui aura fourni un pouvoir nominatif, écrit, dûment signé. Un membre actif ne peut représenter que deux (2) autres membres au maximum.

Le Président peut inviter à participer aux travaux de l'Assemblée Générale, sans voix délibérative, toute personne manifestant un intérêt particulier pour l'Association.

Article 11 : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée par le Président.

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une (1) fois par an dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social afin d'approuver le rapport moral et financier du Conseil d'Administration, donner quitus de leur gestion aux administrateurs, approuver les comptes annuels, affecter le résultat, et traiter éventuellement de questions diverses. Elle se fait rendre compte de la situation des principaux organismes affiliés à l'Association ou partenaires de cette dernière et entend le rapport du Commissaire aux comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire adopte la Charte Ethique de l'Association proposée par le Bureau.

Elle renouvelle chaque année par tiers les administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres fondateurs et actifs est présente ou représentée.



ACTED

A défaut de quorum sur première convocation, l'Assemblée Générale Ordinaire est à nouveau convoquée, à huit (8) jours d'intervalle et avec le même ordre du jour ; elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres fondateurs et actifs présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la décision du Président de séance est prépondérante.

Ses décisions font l'objet de procès verbaux écrits et classés dans un registre paraphé par le Secrétaire et le Président.

Article 12 : Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par le Président.

Elle est seule compétente pour procéder à la :

- modification des présents statuts et du projet associatif ;
- dissolution et liquidation de l'Association ;
- fusion et transformation de l'Association ;
- ainsi que pour toute décision financière engageant lourdement et de manière exceptionnelle les finances de l'Association et notamment pour toute acquisition, aliénation d'immeuble, émission d'obligations et de titres associatifs.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres fondateurs et actifs sont présents ou représentés.

A défaut de quorum sur première convocation, l'Assemblée Générale Extraordinaire est à nouveau convoquée, à huit (8) jours d'intervalle et avec le même ordre du jour ; elle peut alors délibérer que si le quart (1/4) des membres fondateurs et actifs sont présents ou représentés.

Ses décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés.

Ses décisions font l'objet de procès verbaux écrits et classés dans un registre paraphé par le Secrétaire et le Président.



Article 13 : Composition du Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de six (6) administrateurs au minimum et de vingt (20) au maximum élus pour trois (3) ans par l'Assemblée Générale Ordinaire au scrutin secret.

Le Conseil d'Administration est renouvelé par tiers tous les ans.

Les membres actifs et fondateurs sont éligibles au Conseil d'Administration.

Les salariés de l'Association sont inéligibles au Conseil d'Administration.

Les membres fondateurs non élus au Conseil d'Administration y assistent sans voix délibérative.

Pour être candidat à la fonction d'administrateur, il faut être membre de l'Association et une personne physique majeure capable.

Le Président peut inviter à participer aux réunions du Conseil d'Administration, sans voix délibérative, toute personne jugée utile.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

La qualité d'administrateur se perd par :

- la démission adressée par écrit au Président ;
- le décès ;
- l'exclusion prononcée par le Bureau pour inactivité ou pour motif grave. Dans ce cas, l'intéressé est préalablement invité à fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et, plus généralement à faire valoir ses moyens de défense. Est considéré comme inactif un administrateur non excusé à trois (3) réunions consécutives du Conseil d'Administration. Sont notamment considérés comme motifs graves toute action visant à diffamer l'Association ou ses représentants ou porter atteinte, directement ou indirectement, au but qu'elle poursuit.

En cas de vacance d'un de ses membres qui ramènerait leur nombre en dessous du seuil minimum, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement à son remplacement.

Il est procédé à son remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale. La durée du mandat du membre ainsi élu expirera à la même date que celui de l'administrateur remplacé.

Les fonctions de membres du Conseil d'administration sont assurées à titre gratuit.



Les frais et débours occasionnés pour l'accomplissement du mandat d'administrateur sont remboursés au vu des pièces justificatives.

Article 14 : Fonctionnement du Conseil d'Administration

Il se réunit au moins trois (3) fois par an et chaque fois que cela est nécessaire, sur convocation du Président.

Les convocations sont effectuées par tous moyens (lettre ordinaire ou recommandée, télécopie, courriel, moyen électronique de télécommunication...), dans les meilleurs délais avant la date fixée pour la réunion.

Il ne peut valablement délibérer que si les membres présents, représentent plus de la moitié de ses membres élus.

Tout membre du Conseil d'Administration pourra également participer et voter aux réunions de cette instance collégiale par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication y compris Internet permettant son identification et une transmission fluide de l'information.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Elles font l'objet de procès verbaux écrits et classés dans un registre *ad-hoc* paraphé par deux (2) au moins de ses membres.

Article 15 : Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration définit les grandes lignes de la politique générale de l'Association.

Il adopte le rapport moral et financier retraçant l'activité de l'Association sur l'exercice écoulé et dans lequel il rend compte de sa gestion, qui sera présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire. Il arrête les comptes de l'exercice écoulé et propose l'affectation du résultat, dans des délais compatibles avec les dispositions de l'article 11.

Le Conseil d'Administration se prononce sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui lui sont soumis par le Président ou par le commissaire aux comptes. Il contrôle les activités et le fonctionnement du Bureau lequel lui rend compte de ses missions.

Après chaque Assemblée Générale convoquée pour le renouvellement annuel par tiers des administrateurs, et chaque fois que cela est nécessaire, le Conseil d'Administration se réunit afin d'élire en son sein un Président, éventuellement un ou plusieurs Vice-présidents, un Secrétaire, éventuellement un Secrétaire adjoint, un Trésorier, éventuellement un Trésorier adjoint.



Il fixe ensuite le montant de la cotisation annuelle.

Article 16 : Composition du Bureau

Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres au scrutin secret un Bureau composé d'au moins quatre (4) membres et dix (10) au plus comprenant notamment le Président, le Vice-Président, le Secrétaire et le Trésorier.

Les membres du Bureau sont désignés pour une (1) année lors du premier Conseil d'Administration suivant l'Assemblée Générale.

Les membres sortants sont rééligibles. Les fonctions de membre du Bureau prennent fin par :

- la démission adressée par écrit au Président ;
- la perte de la qualité d'administrateur ;
- le décès ;
- l'exclusion prononcée par le Bureau pour inactivité ou pour motif grave. Dans ce cas, l'intéressé est préalablement invité à fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et, plus généralement à faire valoir ses moyens de défense. Est considéré comme inactif un membre du Bureau non excusé à quatre (4) réunions consécutives du Bureau. Sont notamment considérés comme motifs graves toute action visant à diffamer l'Association ou ses représentants ou porter atteinte, directement ou indirectement, au but qu'elle poursuit.

Le Président peut inviter à participer aux réunions du Bureau, sans voix délibérative, toute personne jugée utile.

Article 17 : Fonctionnement du Bureau

Le Bureau se réunit entre dix (10) et douze (12) fois par an sur convocation du Président qui fixe son ordre du jour.

La convocation peut être faite par tous moyens (lettre ordinaire ou recommandée, télécopie, courriel, moyen électronique de télécommunication...), dans les meilleurs délais avant la tenue de la réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.



Tout membre du Bureau pourra également participer et voter aux réunions de cette instance collégiale par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication y compris Internet permettant son identification et une transmission fluide de l'information.

Les procès-verbaux des séances du Bureau sont tenus sur un classeur *ad hoc* et signés par le Président et le Secrétaire.

Les fonctions de membre du Bureau ne sont pas rémunérées. Les membres du Bureau ont, toutefois, droit au remboursement des frais engagés pour l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

Article 18 : Pouvoirs du Bureau

Sans préjudice de leurs attributions respectives ci-après définies, le Bureau assure collégalement la gestion courante de l'Association. A cet effet, le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus pour assurer le bon fonctionnement de l'Association dans la limite de son objet social et des pouvoirs expressément réservés aux autres instances et personnes désignées par les présents statuts.

A cet effet, le Bureau est notamment compétent pour :

- agréer les membres actifs après parrainage d'un membre du Conseil d'Administration ;
- désigner les membres sympathisants ;
- mettre en œuvre les décisions du Conseil d'Administration et en rendre compte ;
- préparer les réunions des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration et fixer les ordres du jour ;
- valider les projets d'arrêté des comptes, les budgets de l'Association et contrôler leur exécution ;
- arrêter les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques ;
- établir le règlement intérieur de l'Association ;
- préparer la Charte Ethique de l'Association en vue de son approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire ;



- autoriser les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du Président et peut consentir à un membre du Bureau, à un administrateur ou au Directeur Général de l'Association toute délégation de pouvoirs pour une mission déterminée.

Article 19 : Président

Le Président cumule les qualités de Président du Bureau, du Conseil d'Administration et de l'Association.

Il agit pour le compte du Bureau, du Conseil d'Administration et de l'Association, et notamment :

- il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager ;
- il a qualité pour représenter l'Association en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale ;
- il veille au bon fonctionnement juridique de l'Association ;
- il peut, avec l'autorisation préalable du Bureau, intenter toutes actions en justice pour la défense des intérêts de l'Association, consentir toutes transactions et former tous recours ;
- il convoque le Bureau, le Conseil d'Administration et les Assemblées, et préside leur réunion ;
- il exécute les décisions arrêtées par le Bureau et le Conseil d'Administration ;
- il présente le rapport annuel d'activité à l'Assemblée Générale ;
- il présente à l'Assemblée Générale le rapport visé à l'article L. 612-5 du Code de Commerce ;
- il avise le Commissaire aux Comptes des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce, dans le délai d'un (1) mois à compter du jour où il en a connaissance.

Le Président assure également la gestion financière de l'Association, et notamment :

- il ordonnance les dépenses, présente les budgets annuels et contrôle leur exécution ;
- il procède ou fait procéder, sous son contrôle, au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes ;



ACTED

- il gère ou fait gérer, sous son contrôle, la trésorerie de l'Association ;
- il procède ou fait procéder à l'appel annuel des cotisations ;
- il est habilité à ouvrir et faire fonctionner, dans tous établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne ;
- il décide de l'acquisition et de la cession de tous biens meubles et objets mobiliers, fait effectuer toutes réparations, tous travaux et agencements, acheter et vendre tous titres et valeurs ;
- avec l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire, il prend à bail et acquière tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'Association, confère tous baux et hypothèques sur les immeubles de l'Association, procède à la vente ou l'échange desdits immeubles ;
- il effectue tous emprunts et accorde toutes garanties ;
- il signe tout contrat d'achat ou de vente et, plus généralement, tous actes et tous contrats nécessaires à l'exécution des décisions de Bureau, du Conseil d'Administration et des Assemblées.

Enfin, le Président embauche et licencie le personnel et nomme le Directeur Général de l'Association, chargé de la gestion courante de l'Association et met fin à ses fonctions ; il précise la nature de ses fonctions et l'étendue de ses pouvoirs.

En l'absence ou incapacité du Président, le Vice-Président assure l'intérim.

Le Président peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, au Directeur Général de l'Association. Cette délégation est faite par écrit et précise les montants maximums pour lesquels la délégation est donnée.

Le cas échéant, la délégation de pouvoirs peut faire l'objet de subdélégations, si le Président a autorisé de telles subdélégations et que les subdélégataires sont investis des compétences, de l'autorité et des moyens propres à l'accomplissement de leurs missions.

Les délégations et subdélégations éventuelles doivent impérativement être consenties par écrit, être dépourvues de toute ambiguïté et préciser la portée exacte de la délégation.



Article 20 : Vice-Président

Le Vice-Président assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Article 21 : Trésorier

Le Trésorier établit ou fait établir, sous son contrôle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'Association. Il établit ou fait établir un rapport financier qu'il présente avec les comptes annuels à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Il peut déléguer, par écrit, ses pouvoirs ; il peut à tout instant mettre fin auxdites délégations.

Article 22 : Secrétaire

Le Secrétaire veille au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique de l'Association. Il établit ou fait établir sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions du Bureau, du Conseil d'administration et des Assemblées Générales.

Il tient également le registre prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Il peut déléguer, par écrit, ses pouvoirs; il peut à tout instant mettre fin auxdites délégations.

Article 23 : Directeur Général

Le Président peut nommer un Directeur Général chargé de la gestion courante de l'Association et met fin à ses fonctions.

A cet effet, le Président précise sur délégation la nature de ses fonctions, l'étendue de ses pouvoirs et des moyens matériels, techniques, humains et financiers, dont le Directeur Général peut avoir besoin dans l'exercice de ses fonctions.

Le Directeur Général aura toute l'autorité nécessaire sur le personnel travaillant sous ses ordres et placé sous sa responsabilité.

Le Directeur Général devra tenir régulièrement informé le Président de la façon dont il exécute sa mission, des difficultés rencontrées ou des moyens qui lui feraient défaut. Le Directeur Général est également tenu de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer lui-même des contrôles pour vérifier que ses instructions sont scrupuleusement respectées.



ACTED

Le Directeur Général pourra subdéléguer une partie de ses pouvoirs et la signature reçus du Président et en application des présents statuts, à une ou plusieurs personnes.

Il assiste, sans voix délibérative, aux réunions du Conseil d'administration et du Bureau.

Article 24 : Comités spécialisés

Le Bureau peut mettre en place des comités spécialisés dont il arrête la composition, l'objet, les règles de fonctionnement et dont il nomme le président et le rapporteur.

Article 25 : Exercice social

L'exercice social a une durée d'une (1) année. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Article 26 : Comptabilité

Il est tenu une comptabilité selon les principes et méthodes comptables définis au Code de commerce et dans les textes pris pour son application, notamment le règlement 99-01 du CRC.

La comptabilité est tenue sous le contrôle du Trésorier.

L'Association établit dans les six (6) mois qui suivent la clôture de chaque exercice social des comptes annuels selon les normes du plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement et son annexe du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes), dûment arrêtés par le Conseil d'Administration, le rapport d'activité et le rapport financier, dûment arrêtés par le Conseil d'Administration, et le rapport du commissaire aux comptes, sont tenus à la disposition des membres sept (7) jours avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

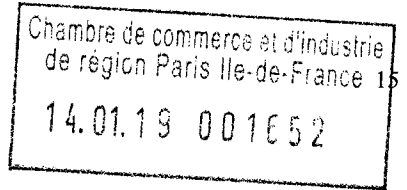
L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année.

Article 27 : Dissolution

En cas de dissolution non consécutive à une fusion, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.



ACTED



Elle prononce la dévolution de l'actif net conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et à ses décrets d'application.

Tous les biens mobiliers de l'Association restant des opérations de liquidation seront en priorité remis à des organismes publics et/ou à but non lucratif, en conformité avec les présents statuts.

Article 28 : Règlement intérieur

Le cas échéant, le Bureau peut établir un règlement intérieur ayant pour objet de préciser et de compléter les dispositions statutaires relatives au fonctionnement de l'Association.

Il est seul compétent pour les modifier ou les abroger.

Le règlement intérieur s'impose aux membres présents et futurs de l'Association au même titre que les statuts.

Fait à Paris le 21 juin 2014, en six (6) exemplaires.

Sonia Jedidi

Présidente

Dûment habilitée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juin 2013

Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France



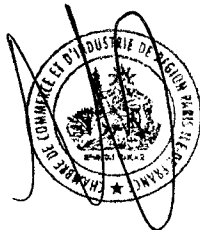
Vu exclusivement pour certification matérielle de
la signature de

Jedidi

(seen exclusively to certify the above signature)

Pour le président, Tiguidé SOUMARÉ

Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France



Vu exclusivement pour certification matérielle de
la signature de

Dohet

(seen exclusively to certify the above signature)

Pour le président, Tiguidé SOUMARÉ

Frédéric Dohet

Trésorier

Dûment habilité par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juin 2013

APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française *Colombie*

Le présent acte public

2. a été signé par... **Tiguidé Soumaré**

3. agissant en qualité de **Attachée**

4. est revêtu du sceau timbre de... **Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris**

Attesté

5. à Paris

6. le... **14 JAN. 2019**

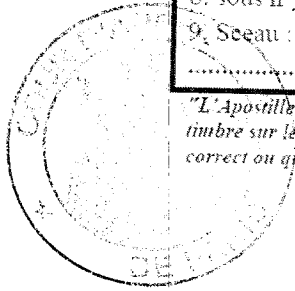
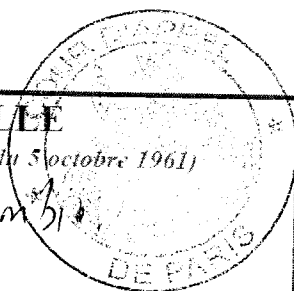
7. par le Procureur général *[Signature]* de la Cour d'appel de Paris

8. sous n° **1246-A**

9. Sceau : **PREMIER AVOCAT GENERAL**

10. Signature :

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"



TRADUCCIÓN OFICIAL No. 090/19 DE UN DOCUMENTO ESCRITO EN FRANCÉS, EL CUAL PARA SU IDENTIFICACIÓN SE SELLA CON EL SELLO DEL TRADUCTOR. ESTA ES UNA TRADUCCIÓN OFICIAL EFECTUADA EL DIA 14 DE FEBRERO DE 2019 POR JEAN-JACQUES TURPIN, C.E. 193849 DE BOGOTA, TRADUCTOR E INTERPRETE OFICIAL SEGÚN RESOLUCIÓN No.2680/91 DEL 19 DE DICIEMBRE DE 1991, EXPEDIDA POR EL MINISTERIO DE JUSTICIA DE COLOMBIA.



ESTATUTOS DE LA ASOCIACIÓN

Modificados por la Asamblea General Extraordinaria del 21 de Junio de 2014

Artículo 1: Constitución y denominación

El 13 de Octubre de 1993, se fundó, y se publicó en el Diario Oficial del 16 de Marzo de 1994, una asociación regida por la ley del 1° de Julio de 1901 y sus decretos de aplicación, bajo la denominación inicial de “**Agence d’Aide à la Coopération Technique et au Développement**” (*Agencia de apoyo para la Cooperación Técnica y el Desarrollo*), llamada hoy en día “**ACTED**” (a continuación la “**Asociación**”).

Mediante decisión prefectoral del 23 de Agosto de 2012, ACTED fue reconocida como un organismo con el propósito exclusivo de asistencia y beneficencia, conforme al artículo 6 de la ley del 1° de Julio de 1901.

Traducción Oficial No. 090/19
JEAN - JACQUES H. TURPIN
Traductor e Intérprete Oficial
FRANÇES - ESPAÑOL
Res. Minjusticia No. 2680/91

Artículo 2: Objeto

La Asociación tiene como propósito, en Francia y en el Exterior, llevar a cabo cualquier acción que pueda concurrir a la ayuda humanitaria y al desarrollo de los países interesados, directa o indirectamente, por medio de estructuras afiliadas creadas a este efecto o socias de la Asociación.

Más generalmente, la Asociación tiene como objetivo apoyar o realizar cualquier acción de solidaridad, tanto en Francia como a nivel internacional, en el campo humanitario, social, cultural, económico y ambiental.

Artículo 3: Medios de acción

Con el fin de promover la realización de su objeto, en Francia y en el Exterior, la Asociación se propone recurrir especialmente a los siguientes medios de acción:

- implementar o apoyar cualquier acción de solidaridad;
- organizar cualquier manifestación pública, operación de promoción, conferencia, coloquio o publicación en relación con su objeto;
- organizar campañas de defensa y recolección de donativos y, a este efecto, recibir el concurso de cualquier colaborador interesado en esta misión, el objeto o las actividades de la Asociación o susceptible de serlo;
- realizar, para sus miembros o por cuenta de terceros, cualquier estudio, investigación o encuesta con relación a su objeto;



- concebir y desarrollar herramientas financieras solidarias o innovadoras para apoyar la causa defendida por la Asociación;
- ejercer cualquier actividad, suministrar cualquier prestación de servicios o cualquier producto, susceptible de relacionarse, directa o indirectamente, con su objeto.

Artículo 4: Sede social

La sede social se establece en el 33, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris.

Puede ser transferida en cualquier lugar del mismo departamento mediante simple decisión de la Junta Directiva.

Artículo 5: Duración

La duración de la Asociación es ilimitada.

Artículo 6: Miembros – Categorías y definiciones

La Asociación se compone de miembros fundadores, miembros activos y eventualmente miembros simpatizantes.

- Son miembros fundadores: Marie-Pierre Caley, Philippe Chu, Sonia Jedidi, Frédéric Roussel.

Los miembros fundadores son exentos del pago de la cotización anual.

Traducción Oficial No. 090/19
JEAN - JACQUES H. TURPIN
Traductor e Intérprete Oficial
FRANCOIS - ESPAÑOL
Res. Minjusticia No. 2680/91



- Son miembros activos: cualquier persona natural o jurídica que se interesa en las problemáticas de los países en crisis y los países emergentes, admitida según las modalidades del artículo 7, quien adhiere a los presentes estatutos y se compromete a pagar anualmente la cotización establecida por la Junta Directiva.
- Son miembros simpatizantes: cualquier persona natural o jurídica declarada como tal por el Buró. Son exentos del pago de la cotización anual y pueden asistir a las Asambleas Generales sin derecho de voto. No son elegibles a la Junta Directiva.

Cuando sea adoptado, en el momento de su adhesión, todo miembro deberá declarar bajo el honor que tiene pleno conocimiento de la Carta Ética de la Asociación adoptada por la Asamblea General y comprometerse a cumplirla durante todo el tiempo de su adhesión.

Artículo 7: Adquisición de la calidad de miembro activo

Solo se pueden admitir en el seno de la Asociación en calidad de miembro activo las personas previamente apadrinadas por un miembro de la Junta Directiva y que haya recibido la autorización del Buró.

Este último se pronuncia sin posibilidad de apelación y sus decisiones no son motivadas.



La autorización de una persona jurídica siempre se relaciona con la calidad de su representante, de tal manera que cada cambio de representante requerirá un nuevo procedimiento de autorización.

Artículo 8: Pérdida de la calidad de miembro

La calidad de miembro fundador se pierde por:

- la solicitud dirigida por escrito al Presidente de no figurar más en los estatutos en calidad de miembro fundador. En este caso, la modificación subsecuente de los estatutos será aprobada por la Asamblea General Extraordinaria;
- el fallecimiento.

La calidad de miembro activo o simpatizante se pierde por:

- la renuncia dirigida por escrito al Presidente;
- el fallecimiento;
- la disolución, por cualquier causa que sea, de las personas jurídicas, o su declaración en estado de concordato o de liquidación judicial;
- La radiación pronunciada por la Junta Directiva por el no pago de la cotización por un miembro activo; la exclusión pronunciada por el Buró por inactividad o por motivo grave. En este caso, se le pide previamente al interesado dar explicaciones sobre los hechos susceptibles de motivar su eventual exclusión y, más generalmente, hacer valer sus medios de defensa. Se considera como



inactivo cualquier miembro que se abstuvo de participar a las actividades de la Asociación durante un periodo continuo superior a un (1) año, salvo caso de fuerza mayor.

Especialmente, se consideran como motivo grave cualquier acción que apunta a difamar la Asociación o sus representantes o atentar, directa o indirectamente, contra el objetivo que persigue la misma.

Artículo 9: Recursos

Los ingresos de la Asociación incluyen:

- las cotizaciones de los miembros activos;
- los eventuales aportes;
- los donativos manuales;
- las donaciones y legados conforme al reconocimiento de entidades con fines exclusivos de asistencia y beneficencia que recibe la Asociación en cumplimiento del artículo 6 de la ley del 1° de Julio de 1901;
- los subsidios del Estado, de las colectividades y de los establecimientos públicos y de la Unión Europea, así como cualquier entidad a cargo de la ayuda humanitaria y del desarrollo;
- los apoyos de las entidades privados y especialmente de las fundaciones;



- los intereses e ingresos de bienes, valores y participaciones que pertenecen a la Asociación;
- los ingresos accesorios procedentes de los bienes, productos y servicios vendidos por la Asociación;
- y en general, de cualquier ingreso autorizado por las leyes y reglamentos vigentes.

Artículo 10: Asambleas Generales – Disposiciones comunes

Las asambleas Generales comprenden:

- los miembros fundadores;
- los miembros activos, al día en sus cotizaciones a la fecha de envío de la convocatoria para dichas asambleas, y
- los miembros simpatizantes sin derecho de voto.

Las personas jurídicas son representadas por su representante legal en ejercicio o por cualquier otra persona cuya habilitación haya sido notificada al Buró.

Las Asambleas Generales las convoca el Presidente con al menos siete (7) días de anticipación, por cualquier medio (correo ordinario o recomendado, fax, correo electrónico, medio electrónico de comunicación,...).

La convocatoria contiene el orden del día definido por el Buró.



La preside el Presidente, o en caso de vacante, el Vice-presidente o cualquier otro miembro de la Junta Directiva.

También, cualquier miembro de la asociación puede participar y votar en las Asambleas por videoconferencia o por cualquier medio de telecomunicación, incluso Internet, que permita su identificación y una trasmisión fluida de la información. Por consiguiente, los miembros que disponen del derecho de voto pueden participar a las deliberaciones por cualquier medio electrónico implementado. En este caso, se consideran presentes para el cálculo del quórum y la mayoría los miembros que participan a las Asambleas utilizando este medio.

Cada miembro activo puede hacerse representar por otro miembro activo en la medida en que le haya entregado un poder nominativo, escrito, debidamente firmado. Un miembro activo solo puede representar a máximo dos (2) otros miembros.

El Presidente puede invitar a participar a los trabajos de la Asamblea General, pero sin voz deliberante, a cualquier persona que manifiesta un interés especial para la Asociación.

Artículo 11: Asamblea General Ordinaria

El Presidente convoca a la Asamblea General Ordinaria.

La Asamblea General Ordinaria se reúne una (1) vez al año dentro de los seis (6) meses del cierre del ejercicio social con el fin de aprobar el informe moral y financiero de la Junta Directiva, declarar a los administradores libres de su responsabilidad por su gestión, aprobar las cuentas anuales, asignar el resultado, y eventualmente tratar



de temas varios. La Asamblea General solicita que se le informe de la situación de las principales entidades afiliadas a la Asociación o colaboradoras de esta última y escucha el informe del Revisor Fiscal.

La Asamblea General Ordinaria adopta la Carta Ética de la Asociación propuesta por el Buró.

Cada año, renueva los administradores salientes por terceras.

La Asamblea General Ordinaria solo puede deliberar en forma válida si la mitad de sus miembros fundadores y activos está presente o representada.

A falta de quórum en la primera convocatoria, la Asamblea General Ordinaria se convoca nuevamente, con ocho (8) días de diferencia y con el mismo orden del día; entonces, puede deliberar cualquiera que sea el número de miembros fundadores y activos presentes o representados.

Sus decisiones se toman por mayoría simple de los miembros están presentes o representados.

En caso de empate, la decisión del Presidente de sesión tiene voto decisorio.

Sus decisiones son objeto de actas escritas y clasificadas en un registro rubricado por el Secretario y el Presidente.

Artículo 12: Asamblea General Extraordinaria

El Presidente convoca a la Asamblea General Extraordinaria.



Es la única competente para proceder a la:

- modificación de los presentes estatutos y del proyecto asociativo;
- disolución y liquidación de la Asociación;
- fusión y transformación de la Asociación;
- así como para cualquier decisión financiera que compromete de manera excesiva y excepcional las finanzas de la Asociación y especialmente para cualquier adquisición, enajenación de inmueble, emisión de obligaciones y títulos asociativos.

La Asamblea General Extraordinaria solo puede deliberar en forma válida si las dos terceras partes (2/3) de sus miembros fundadores y activos están presentes o representados.

A falta de quórum en la primera convocatoria, la Asamblea General Extraordinaria se convoca nuevamente, con ocho (8) días de diferencia, y con el mismo orden del día; entonces, solo puede deliberar si una cuarta parte (1/4) de los miembros fundadores y activos están presentes o representados.

Sus decisiones se toman por mayoría calificada de las dos terceras partes (2/3) de los miembros presentes o representados.

Sus decisiones son objeto de actas escritas y clasificadas en un registro rubricado por el Secretario y el Presidente.



Artículo 13: Composición de la Junta Directiva

La Asociación la administra una Junta Directiva compuesta de mínimo seis (6) administradores y de máximo veinte (20) elegidos por tres (3) años por la Asamblea General Ordinaria por voto secreto.

La Junta Directiva se renueva por tercera cada año.

Los miembros activos y fundadores son elegibles para la Junta Directiva.

Los asalariados de la Asociación no son elegibles para la Junta Directiva.

Los miembros fundadores no elegidos a la Junta Directiva asisten a la misma sin voz deliberativa.

Para ser candidato al cargo de administrador, es necesario ser miembro de la Asociación y ser una persona mayor de edad y capaz.

El Presidente puede invitar a participar a las reuniones de la Junta Directiva, pero sin voz deliberativa, a cualquier persona que considere útil.

Los administradores salientes son reelegibles.

La calidad de administrador se pierde por:

- la renuncia dirigida por escrito al Presidente;
- el fallecimiento;



- la exclusión pronunciada por el Buró por inactividad o por motivo grave. En este caso, se le solicita previamente al interesado dar explicaciones acerca de los hechos susceptibles de motivar su eventual exclusión y, más generalmente, hacer valer sus medios de defensa. Se considera como inactivo un administrador no excusado a tres (3) reuniones consecutivas de la Junta Directiva. Especialmente, se consideran motivos graves cualquier acción que busca difamar la Asociación o sus representantes o atentar, directa o indirectamente, contra el objetivo que ésta persigue.

En caso de vacante de uno de sus miembros que bajaría su número por debajo del umbral mínimo, la Junta Directiva cubre de manera provisional su reemplazo.

La Asamblea General más cercana procede a su reemplazo definitivo. La duración del mandato del miembro así elegido vence en la misma fecha que el mandato del administrador reemplazado.

Las funciones de miembros de la Junta Directiva se asumen graciosamente.

Los gastos y desembolsos ocasionados por el cumplimiento del mandato de administrador se reembolsan con presentación de los justificativos correspondientes.

Artículo 14: Funcionamiento de la Junta Directiva

Se reúne al menos tres (3) veces al año y cada vez que sea necesario, bajo convocatoria del Presidente.



Las convocatorias se efectúan por todos los medios (correo ordinario o recomendado, fax, correo electrónico, medio electrónico de comunicación...), en los plazos más cortos posibles antes de la fecha establecida para la reunión.

Solo puede deliberar en forma válida si los miembros presentes representan más de la mitad de sus miembros elegidos.

También, cualquier miembro de la Junta Directiva puede participar y votar en la reuniones de esta instancia colegial por videoconferencia o cualquier medio de telecomunicación, incluso Internet, que permita su identificación y una trasmisión fluida de la información.

Sus decisiones se toman por mayoría simple de los miembros presentes. En caso de empate, el Presidente tiene voto decisorio. Son objeto de actas escritas y clasificadas en un registro *ad-hoc* rubricado por dos (2) de sus miembros.

Artículo 15: Poderes de la Junta Directiva

La Junta Directiva define los lineamientos de la política general de la Asociación.

Adopta el informe moral y financiero que describe la actividad de la Asociación acerca del ejercicio pasado y en el cual informa de su gestión, que será presentado a la Asamblea General Ordinaria. Cierra las cuentas del ejercicio pasado y propone la asignación del resultado, dentro de los plazos compatibles con lo dispuesto por el artículo 11.



La Junta Directiva se pronuncia sobre los convenios mencionados en el artículo L. 612-5 del Código de Comercio que le propone el Presidente o el revisor fiscal. Controla las actividades y el funcionamiento del Buró, el cual le informa acerca de sus misiones.

Después de cada Asamblea General convocada para la renovación anual por terceras de los administradores, y cada vez que sea necesario, la Junta Directiva se reúne con el fin de elegir en su seno un Presidente, eventualmente uno o varios Vicepresidentes, un Secretario, eventualmente un Vicesecretario, un Tesorero, eventualmente un Vicetesorero.

Luego, determina el monto de la cotización anual.

Artículo 16: Composición del Buró

La junta Directiva nombra, entre sus miembros, con voto secreto, un Buró compuesto por al menos cuatro (4) y máximo diez (10) miembros incluyendo especialmente al Presidente, el Vicepresidente, el Secretario y el Tesorero.

Los miembros del Buró son nombrados por un periodo de un (1) año durante la primera Junta Directiva que le sigue la Asamblea General.

Los miembros salientes son reelegibles. Las funciones de miembro del Buró terminan por:

- la renuncia dirigida por escrito al Presidente;
- la pérdida de la calidad de administrador;



- el fallecimiento;
- La exclusión pronunciada por el Buró por inactividad o por motivo grave. En este caso, se le solicita previamente al interesado dar explicaciones sobre los hechos susceptibles de motivar su eventual exclusión y, más generalmente, hacer valer sus medios de defensa. Se considera como inactivo todo miembro del Buró no excusado a cuatro (4) reuniones consecutivas del Buró. Especialmente, se consideran como motivos graves cualquier acción que busca difamar la Asociación o sus representantes o atentar, directa o indirectamente, contra al objetivo que persigue la misma.

El Presidente puede invitar a participar a las reuniones del Buró, pero sin voz deliberativa, a cualquier persona considera conveniente.

Artículo 17: Funcionamiento del Buró

El Buró se reúne entre diez (10) y doce (12) veces al año bajo convocatoria del Presidente quien establece su orden del día.

La convocatoria se puede hacer por todos los medios (correo ordinario o recomendado, fax, correo electrónico, medio electrónico de comunicación,...), dentro de los plazos más cortos posibles antes de la celebración de la reunión.

Las decisiones se toman por mayoría de los miembros presentes. En caso de empate de los votos, el Presidente tiene voto decisorio.



También, cualquier miembro del Buró puede participar y votar en la reuniones de esta instancia colegial por videoconferencia o por cualquier medio de telecomunicación, incluso Internet, siempre y cuando se permita su identificación y una trasmisión fluida de la información.

Las actas de las sesiones del Buró se llevan en un archivador *ad-hoc* y las firman el Presidente y el Secretario.

Las funciones de miembro del Buró no se remuneran. Sin embargo, los miembros del Buró tienen derecho al reembolso de los gastos incurridos dentro del marco del ejercicio de sus funciones, con presentación de los justificativos correspondientes.

Artículo 18: Poderes del Buró

Sin perjuicio de sus atribuciones respectivas definidas a continuación, el Buró asume de manera colegial la gestión corriente de la Asociación. A este efecto, se le otorga al Buró los poderes más amplios para asegurar el buen funcionamiento de la Asociación dentro del límite de su objeto social y de los poderes expresamente reservados a las otras instancias y personas designadas por los presentes estatutos.

A este efecto, el Buró tiene especialmente competencia para:

- habilitar a los miembros activos previo apadrinamiento de un miembro de la junta directiva;
- nombrar a los miembros simpatizantes;



- implementar las decisiones de la junta directiva e informar de las mismas;
- preparar las reuniones de las Asambleas Generales y de la Junta Directiva y definir los órdenes del día;
- validar los proyectos de cierre de cuentas, los presupuestos de la Asociación y controlar su ejecución;
- definir los lineamientos de acciones de comunicación y relaciones públicas;
- establecer el reglamento interior de la Asociación;
- preparar la Carta Ética de la Asociación en vista de su aprobación por parte de la Asamblea General Ordinaria;
- autorizar las actas y compromisos que superan el marco de los poderes propios del Presidente y puede otorgar a un miembro del Buró, a un administrador o al Director General de la Asociación cualquier delegación de poderes para una misión específica.

Artículo 19: Presidente

El Presidente acumula las cualidades de presidente del Buró, de la Junta Directiva y de la Asociación.

Obra por cuenta del Buró, la Junta Directiva y de la Asociación, y especialmente:



- representa a la Asociación en todos los actos de la vida civil y posee plenos poderes para efecto de comprometerla;
- tiene calidad para representar a la Asociación antes los tribunales, tanto como demandante como demandado. Solo lo puede reemplazar un apoderado obrando en virtud de un poder especial;
- vela por el buen funcionamiento jurídico de la Asociación;
- con la autorización previa del Buró, puede presentar cualquier demanda para defender los intereses de la Asociación, consentir transacciones e interponer recursos de apelación;
- convoca al Buró, a la Junta Directiva y a las Asambleas, y preside su reunión;
- ejecuta las decisiones tomadas por el Buró y la Junta Directiva;
- presenta el informe anual de actividad a la Asamblea General;
- presenta a la Asamblea General el informe mencionado al artículo L. 612-5 del Código de Comercio;
- informa al Revisor Fiscal de los convenios mencionados en el artículo L. 612-5 del Código de Comercio, dentro de un plazo de un (1) mes contado a partir del día cuando tuvo conocimiento del mismo;

El Presidente también asume la gestión financiera de la Asociación, y especialmente;



- ordena los gastos, presenta los presupuestos anuales y controla su ejecución;
- bajo su propio control, procede o hace proceder al pago de los gastos y al recaudo de los ingresos;
- bajo su propio control, administra o hace administrar la tesorería de la Asociación;
- procede o hace proceder a solicitar el pago anual de las cotizaciones;
- está habilitado para abrir y poner a funcionar, en todos los establecimientos de crédito o financieros, cualquier cuenta y libreta de ahorros;
- decide de la adquisición y cesión de cualquier bien mueble y objeto mobiliario, hace realizar cualquier reparación, obra y arreglo, comprar y vender cualquier título y valor;
- con la autorización previa de la Asamblea General Extraordinaria, arrienda y adquiere cualquier inmueble necesario para la realización del objeto de la Asociación, confiere cualquier arriendo e hipoteca sobre los inmuebles de la Asociación, procede a la venta o permuta de dichos inmuebles;
- efectúa cualquier préstamo y otorga cualquier garantía;
- firma cualquier contrato de compraventa y, más generalmente, cualquier acta y cualquier contrato necesario a la ejecución de las decisiones del Buró, de la Junta Directiva y de las Asambleas;



Finalmente, el Presidente contrata y despide el personal y nombra el Director General de la Asociación encargado de la gestión corriente y pone fin a sus funciones; precisa la naturaleza de sus funciones y la ampliación de sus poderes.

En caso de ausencia o incapacidad del Presidente, el Vicepresidente lo sustituye.

El Presidente puede delegar parcialmente sus poderes, bajo su responsabilidad, al Director General de la Asociación. Esta delegación se debe hacer por escrito y precisar los montos máximos para los cuales se otorga dicha delegación.

Si fuese el caso, la delegación de poderes puede ser objeto de subdelegaciones, si el Presidente autorizó tales subdelegaciones y que los sub-delegados están investidos de las competencias, la autoridad y los medios propios para el cumplimiento de sus misiones.

Con carácter obligatorio, las eventuales delegaciones y las subdelegaciones deben ser otorgadas por escrito, desprovistas de cualquier ambigüedad y precisar el alcance exacto del otorgamiento.

Artículo 20: Vicepresidente

El Vicepresidente asiste al Presidente en el ejercicio de sus funciones y lo reemplaza en caso de impedimento.

Artículo 21: Tesorero

El Tesorero establece o hace establecer, bajo su propio control, las cuentas anuales (balance, cuenta de resultados y anexos) de la Asociación. Establece o hace establecer



un informe financiero, el cual presenta con las cuentas anuales a la Asamblea General Ordinaria.

Puede delegar sus poderes por escrito; en cualquier momento, puede poner fin a dichas delegaciones.

Artículo 22: Secretario

El Secretario debe velar por el buen funcionamiento material, administrativo y jurídico de la Asociación. Establece o hace establecer, bajo su propio control, las actas de las reuniones del Buró, de la Junta Directiva y de las Asambleas Generales.

También, lleva el registro previsto por el artículo 5 de la ley del 1° de Julio de 1901.

Por escrito, puede delegar sus poderes; en cualquier momento, puede poner fin a dichas delegaciones.

Artículo 23: Director General

El Presidente puede nombrar un Director General encargado de la gestión corriente de la Asociación y pone fin a sus funciones.

A este efecto, el Presidente precisa con delegación la naturaleza de sus funciones, la extensión de sus poderes y los medios materiales, técnicos, humanos y financieros que el Director General puede necesitar para ejercer sus funciones.

El Director General tiene toda la autoridad necesaria sobre el personal que trabaja bajo sus órdenes y su responsabilidad.



Periódicamente, el Director General debe informar al Presidente de la manera como ejerce su misión, las dificultades encontradas o los medios que le hacen falta. También, el Director General tiene que solicitar a sus subordinados que le informen periódicamente de las dificultades encontradas y efectuar él mismo controles para verificar que se cumplen sus instrucciones de manera escrupulosa.

El Director General puede subdelegar parte de sus poderes y la firma recibidos del Presidente y en cumplimiento de los presentes estatutos, a una o varias personas.

Sin voz deliberativa, asiste a las reuniones de la Junta Directiva y del Buró.

Artículo 24: Comités especializados

El Buró puede implementar comités especializados de los cuales define la composición, el objeto, las reglas de funcionamiento y de los cuales nombra el presidente y el ponente.

Artículo 25: Ejercicio social

El ejercicio social tiene una duración de un (1) año. Empieza el 1° de Enero y termina el 31 de Diciembre.

Artículo 26: Contabilidad

Se lleva una contabilidad según los principios y métodos contables definidos en el Código de Comercio y los textos tomados para su aplicación, especialmente el reglamento 99-01 del CRC.



La contabilidad se lleva bajo el control del Tesoro.

La Asociación establece dentro de los seis (6) meses que siguen el cierre de cada ejercicio social cuentas anuales según las normas del plan contable general, a reserva de las adaptaciones establecidas por el reglamento y su anexo del 16 de Febrero de 1999 relativo a las modalidades de establecimiento de las cuentas anuales de las asociaciones.

Las cuentas anuales (balance, cuenta de resultados y anexos), debidamente cerradas por la Junta Directiva, el informe de actividad y el informe financiero, debidamente cerrados por la Junta Directiva, y el informe del revisor fiscal, se ponen a disposición de los miembros con siete (7) días de anticipación a la fecha de la Asamblea General Ordinaria que se pronuncia sobre las cuentas del ejercicio cerrado.

Cada año, la Asamblea General Ordinaria se pronuncia sobre las cuentas del ejercicio pasado.

Artículo 27: Disolución

En caso de disolución no consecutiva a una fusión, la Asamblea General Extraordinaria nombra uno o varios liquidadores encargados de las operaciones de liquidación.

Pronuncia la devolución del activo neto conforme al artículo 9 de la ley del 1º de Julio de 1901 y a sus decretos de aplicación.



Todos los bienes muebles de la Asociación que quedan después de las operaciones de liquidación serán entregados, de manera prioritaria, a entidades públicas y/o sin ánimo de lucro, conforme a los presentes estatutos.

Artículo 28: Reglamento interno

Si fuese el caso, el Buró puede establecer un reglamento interno que tenga como objeto precisar y complementar las disposiciones estatutarias relativas al funcionamiento de la Asociación.

Es el único competente para modificarlas o abrogarlas.

El reglamento interno se impone a los miembros presentes y futuros de la Asociación, al igual que los estatutos.

Dado en Paris, el 21 de Junio de 2014, en seis (6) copias.

Firma ilegible de **Sonia Jedidi**, Presidente, debidamente habilitada por la Asamblea General Extraordinaria del 22 de Junio de 2013.

Cámara de Industria y Comercio de región Paris Ile-de-France – Visto únicamente para la certificación material de la firma de Jedidi. Por el Presidente, firma ilegible de Tiguidé SOUMARÉ.

Sello: Cámara de Industria y Comercio de región Paris Ile-de-France – República Francesa.



Firma ilegible de **Frédéric Dohet**, debidamente habilitado por la Asamblea General Extraordinaria del 22 de Junio de 2013.

Cámara de Industria y Comercio de región Paris Ile-de-France – Visto únicamente para la certificación de la firma de Dohet. Por el Presidente, firma ilegible de Tiguidé SOUMARÉ.

Sello: Cámara de Industria y Comercio de región Paris Ile-de-France – República Francesa.

Sello: Cámara de Industria y Comercio de región Paris Ile-de-France – 14.01.19 – 001652.



APOSTILLA

(Convención de La Haya del 5 de octubre de 1961)

Colombia

1. República Francesa

El presente documento público

2. ha sido firmado por Tiguidé SOUMARÉ

3. obrando en calidad de Encargada

4. con sello de la Cámara de Industria y Comercio de Paris

CERTIFICADO

5. En Paris

6. El 14 de Enero de 2019

7. Por el Fiscal General ante el Tribunal Superior de Paris

8. Bajo el N° **1246-1**

9. Sello: Tribunal Superior de Paris – República Francesa.

10. Firma ilegible de Michel LERNOUT, Primer Funcionario del Ministerio Público.

"La apostilla solo confirma la autenticidad de la firma, el sello o el timbre en el documento. No significa que el contenido del documento es correcto o que la República Francesa aprueba su contenido"

Esta es una traducción fiel y completa de la cual se deja copia en los archivos de esta oficina para su confrontación, a la cual me remito.

T.O. 090/19

Traductor: Jean-Jacques Turpin

Bogotá, D.C., 14 de Febrero de 2019

Traducción Oficial No. *090/19*
JEAN - JACQUES H. TURPIN
Traductor e Intérprete Oficial
FRAN/ES - ESPAÑOL
Res. Minjusticia No. 2680/91



16 NOTARÍA DIECISEIS DEL CÍRCULO DE BOGOTÁ D.C.
Notaría
Del Círculo de Bogotá

DILIGENCIA DE AUTENTICACIÓN DE FIRMA

Ante mí **EDUARDO VERGARA WIESNER** NOTARIO 16 DE BOGOTÁ D.C. Compareció:

TURPIN JEAN JACQUES

Quien se identificó con: C.E. 188849



y manifestó que reconoce como suya la firma que aparece en el presente documento, la que es de su puño y letra, de conformidad con el Art. 73 del Decreto Ley 960 de 1970.

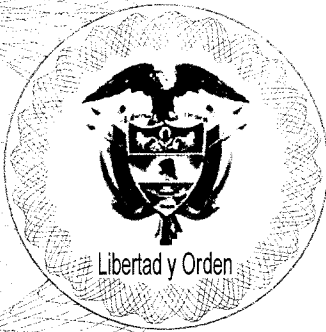
Verifique los datos en:
www.notariaenlinea.com
037LVS9HP6GOX3L

68hmn968byyb68 VHT

Bogotá D.C. 19/02/2019 a las 1:07:19 p.m.

FIRMA: **EDUARDO VERGARA WIESNER** NOTARIO 16 DE BOGOTÁ D.C.





REPÚBLICA DE COLOMBIA
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES
LEGALIZACION

País: **REPUBLICA DE COLOMBIA**
(Country: - Pays:)

El presente documento público
(This public document - Le présent acte public)

Ha sido firmado por:
(Has been signed by:
A été signé par:)

VERGARA WIESNER GUSTAVO EDUARDO

Actuando en calidad de:
(Acting in the capacity of:
Agissant en qualité de:)

NOTARIO

Lleva el sello/estampilla de:
(Bears the seal/stamp of:
Est revêtu du sceau de/timbre de:)

NOTARIAS DE BOGOTA

Certificado
(Certified - Attesté)

En: **BOGOTA - EN LÍNEA**
(At: - À:)

EI: **2/25/2019 13:02:29 p. m.**
(On: - Le:)

Por: **APOSTILLA Y LEGALIZACIÓN**
(By: The Ministry of Foreign Affairs of Colombia - Par: Ministère des Affaires Étrangères de la Colombie)

No: **L2TCZ132311030**
(Under Number: - Sous le numéro:)

Nombre del Titular: **TIGUIDE SOUMARE**
(Name of the holder of document:
Nom du titulaire:)

Tipo de documento: **TRADUCCION APOSTILLA**
(Type of document: - Type du document:)

Número de hojas: **1**
(Number of sheets: - Nombre de feuilles:)

070041006529339

090 19 Expedido (mm/dd/aaaa): 02/14/2019

Firmado Digitalmente por: (Digitally Signed by:)
Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia
EUFRACIO MORALES
Reason: DOCUMENT AUTHENTICITY
BOGOTA - COLOMBIA



El Ministerio de Relaciones Exteriores, no asume la responsabilidad por el contenido del documento legalizado.

La autenticidad de este documento puede ser verificada en el Registro Electrónico que se encuentra en la siguiente página
The authenticity of this document may be verified by accessing the e-Register on the following web site:
L'autenticité de cette document peut être vérifiée en accédant l'e-Registre sur le site web suivant:

www.cancilleria.gov.co/legalizaciones

